

Vincent DAUTANCOURT

**LA FRONTIÈRE ESTONIE-RUSSIE,  
ENTRE ABSENCE DE TRAITÉ JURIDIQUE  
ET RÉALITÉS QUOTIDIENNES**

---

*Depuis la chute de l'URSS, les autorités russes et estoniennes ne sont jamais parvenues à s'accorder pour officialiser juridiquement leur frontière commune. Après l'espoir qu'avait fait naître en 2005 la signature d'un texte par les deux chefs d'État, aucun traité n'a pu être ratifié. Le présent article rappelle les éléments du différend frontalier et s'intéresse aux conséquences sur les populations riveraines de la frontière, les Setos et les russophones. Malgré l'absence de frontière officielle, les populations ont dû s'adapter après la démarcation effective des territoires russes et estoniens. Entre contestations et résignation, les Setos tentent de se maintenir sur l'ensemble de leur territoire historique. Les russophones demeurent dans un entre-deux, sans avoir pu surmonter l'apparition de limites sur ce qui fut le territoire soviétique.*

---

En 2001, Fanny Marchal publiait un article intitulé « La frontière orientale de l'Estonie » dans le numéro 33 d'*Études finno-ougriennes* (Marchal 2001). Dix ans après le rétablissement de l'indépendance estonienne, et alors que l'Estonie négociait son entrée dans l'OTAN et l'Union européenne (UE), cet article faisait le point sur le long processus entamé dès 1990<sup>1</sup> pour l'établissement de la frontière entre l'Estonie et la Fédération de Russie. Fanny Marchal décrivait dans le détail les origines du différend frontalier et les positions des deux parties, ainsi que les évolutions des années 1990. Une décennie plus

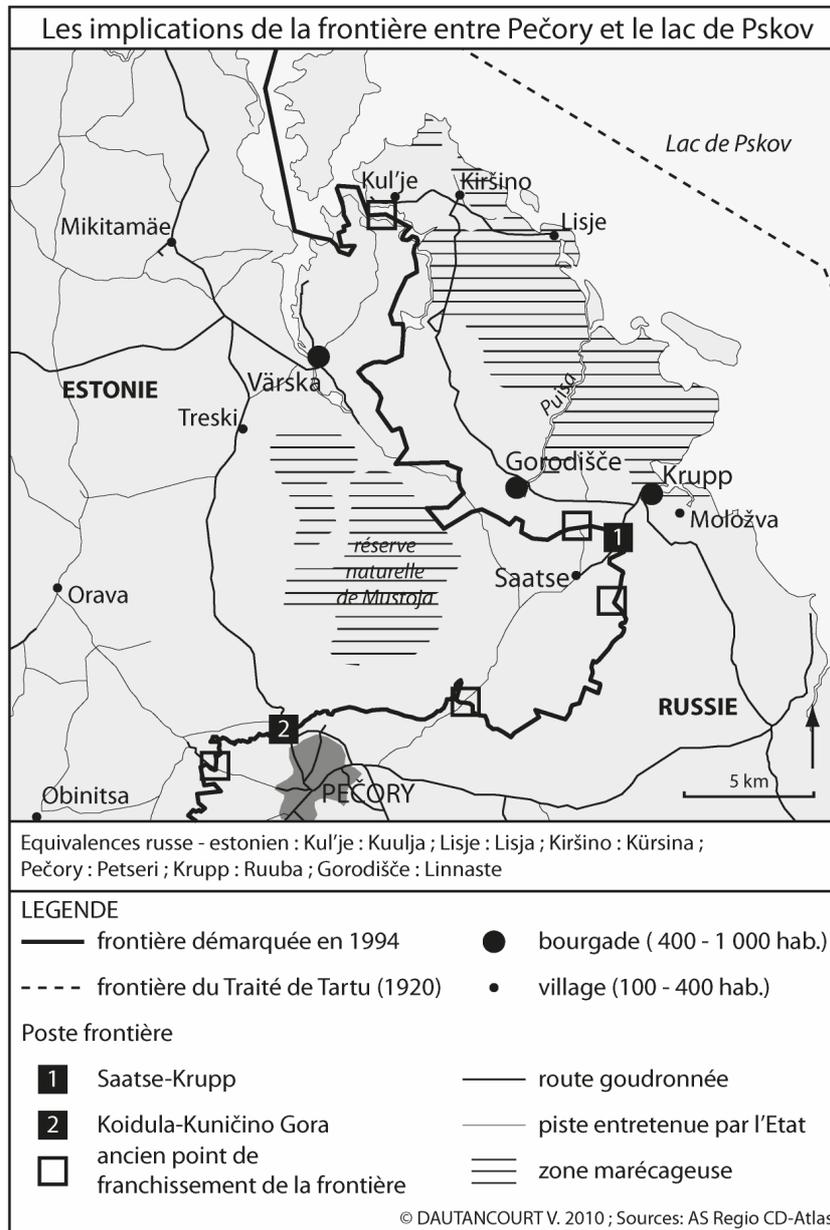
---

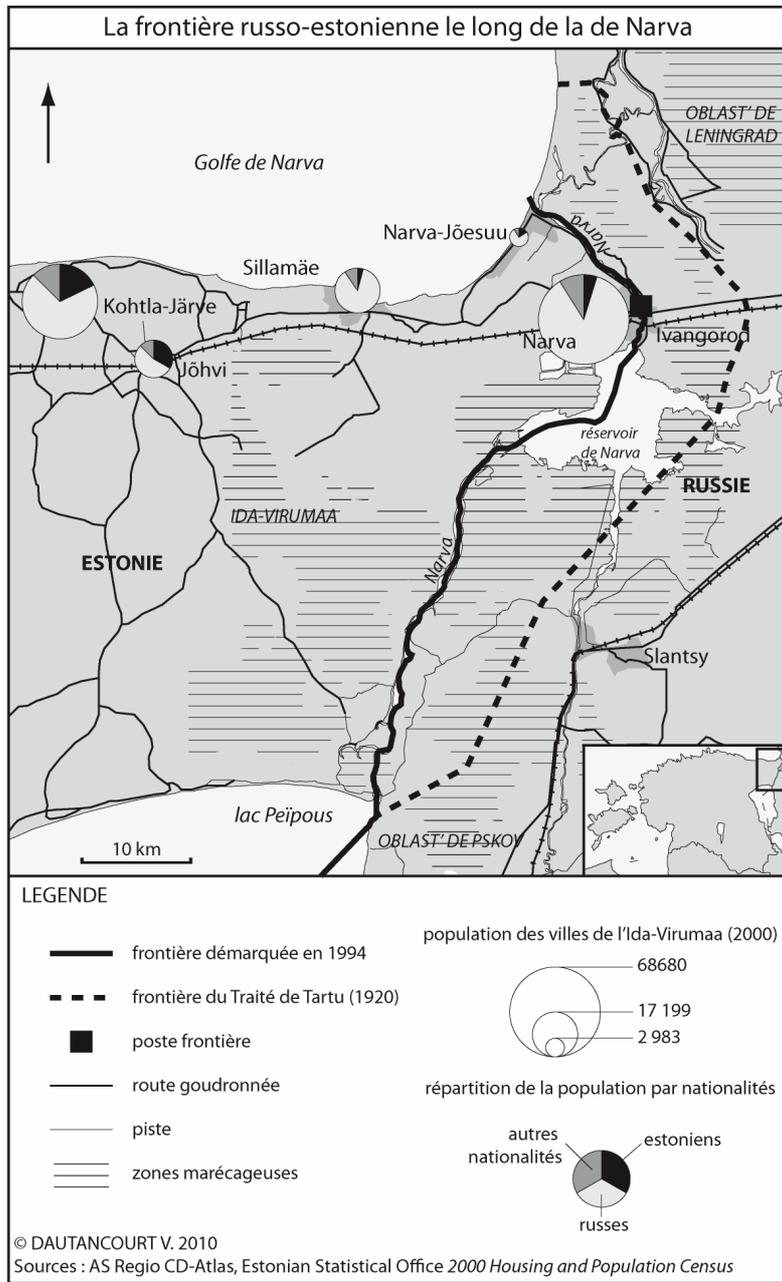
<sup>1</sup> La problématique de la frontière russo-estonienne apparaît dès mars 1990 lorsque le Soviet Suprême de la République socialiste soviétique d'Estonie dénonce les modifications territoriales ayant eu lieu depuis 1940. (Mattisen 1996).

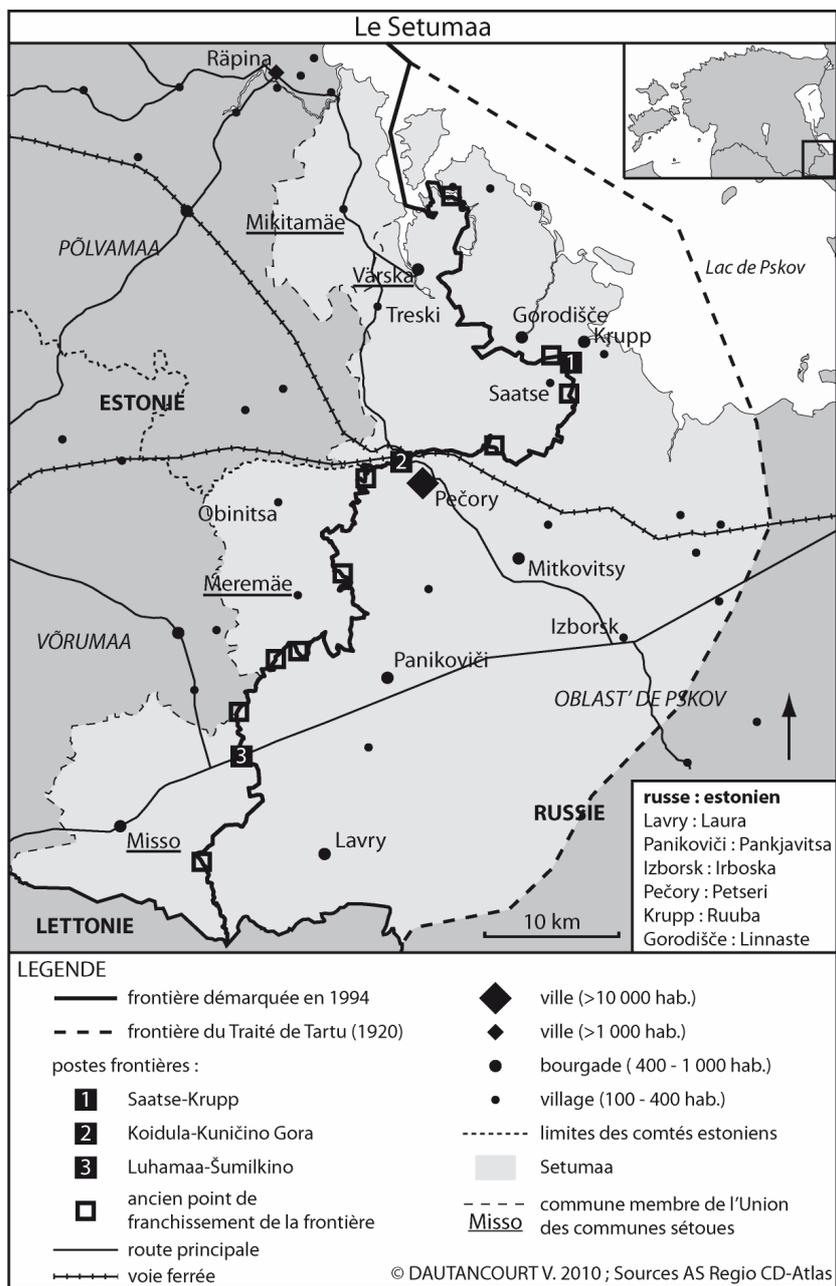
tard, et au moment où l'Estonie s'apprête à fêter les vingt ans de son indépendance recouvrée, la situation juridique a peu évolué et les autorités russes et estoniennes n'ont toujours pas surmonté les tensions liées à l'héritage frontalier soviétique. Malgré la signature d'un traité en 2005, la résolution du conflit n'en demeure pas moins inachevée, suite à l'abandon de la procédure de ratification de la chambre basse du Parlement russe, la Douma. Alors qu'une frontière existe bel et bien sur le terrain, les autorités russes et estoniennes ne sont toujours pas parvenues à un accord pour clore ce chapitre de l'histoire post-soviétique.

Le but du présent article est de préciser pourquoi la situation n'a toujours pas connu d'issue positive et de décrire en détail la réalité locale autour de la frontière. Dans son article, Fanny Marchal examinait les rapports entre autorités. Toutefois, il ne faut pas ignorer la présence de populations de part et d'autre de la frontière avec au moins deux configurations distinctes. En effet, la présence du lac Peïpous (*Peipsi järv* en estonien, *Чудское озеро* en russe) fait de la frontière une ligne séparant pour l'essentiel des eaux territoriales. Dès lors, seules les parties septentrionale et méridionale de la frontière concernent des territoires habités. Au nord du lac Peïpous, la frontière suit le cours de la Narva, fleuve exutoire du lac Peïpous vers le golfe de Finlande, avec sur les deux rives des populations à majorité russophone, essentiellement dans les villes Narva et d'Ivangorod (Jaaniлин en estonien). Au sud du lac, la frontière traverse le Setomaa, territoire des Setos, peuple finno-ougrien à la langue proche du finnois et de l'estonien, mais de confession orthodoxe.

D'un côté, donc, on trouve dans les villes de l'Ida-Virumaa (Virumaa oriental) des populations russophones dont la présence est majoritairement postérieure à la Seconde Guerre mondiale, de l'autre, des Setos peu nombreux, fortement liés à la terre, et qui sont là depuis des siècles, sans avoir jamais dû subir de séparation physique ou politique. Ainsi, ces deux situations doivent faire l'objet d'une analyse particulière pour que l'on puisse comprendre les enjeux de la frontière entre l'Estonie et la Russie et les implications du vide juridique qui persiste encore entre les deux anciennes républiques soviétiques. Enfin, un tour d'horizon des autres types de relations transfrontalières permettra de présenter d'autres implications de la frontière, sur les plans économique, culturel et territorial.







### DE L'ACCORD TROUVÉ AU RETOUR À ZÉRO

Avant de présenter ces deux situations, il est nécessaire de décrire les éléments principaux de ce conflit post-soviétique afin de rappeler quelles ont été les évolutions des années 2000, c'est-à-dire postérieures à l'article de Fanny Marchal.

Avec l'éclatement de l'URSS, l'année 1991 marqua incontestablement un tournant dans la géographie politique mondiale. L'État soviétique laissa place à quinze nouveaux pays indépendants, correspondant aux quinze républiques qui formaient l'État disparu. Les frontières internes soviétiques devinrent des frontières internationales, sous réserve d'accord entre les deux États concernés. Chaque État dut alors engager des pourparlers avec ses voisins pour sanctionner, par un traité bilatéral, les délimitations territoriales. Au sein de l'espace post-soviétique, ce processus ne fut pas sans difficultés. Michel Foucher notait en 1991 qu'« en s'en tenant au seul niveau des quinze républiques de l'Union, on constate que seules trois dyades interrépublicaines sur les vingt-quatre qui les délimitent ne font pas l'objet de contestation » (Foucher 1991, p. 432), une dyade désignant « une frontière commune à deux États contigus » (*id.*, p. 15). La frontière entre l'Estonie et la Russie n'échappa à la règle et les deux États se sont engagés très tôt dans un long processus, qui demeure, aujourd'hui encore, inabouti.

Les premières années furent caractérisées par un dialogue de sourds, autorités russes et autorités estoniennes campant sur des positions antagonistes quant au choix d'une base commune pour débiter les négociations. Les autorités russes considéraient la frontière administrative entre la République socialiste soviétique d'Estonie (RSSE) et la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) comme base des négociations, condition contestée par les autorités estoniennes. Ces dernières, qui affirment que l'État estonien n'a pas disparu entre 1940 et 1991, tenaient tous les héritages soviétiques pour illégaux, y compris la frontière tracée en 1944-1945. Ainsi, la frontière officielle était celle décrite par le traité de Tartu (2 février 1920), unique traité bilatéral signé entre l'Estonie indépendante et la Russie soviétique. Ce traité, qui mettait fin à la guerre entre

les deux États, n'ayant à aucun moment été révoqué, il demeurait dès lors en vigueur et devait servir de base de négociation.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les autorités soviétiques, ayant repris pied en Estonie, déplacent la frontière tracée en 1920 et amputent le territoire estonien de 5 % de sa superficie au profit de la RSFSR. Sont inclus au sein du territoire de la république les territoires situés entre la Narva et la frontière de 1920 et la majeure partie de la province estonienne du Petserimaa (cf. carte). Dès lors, deux tracés sont présentés comme légitimes, avec pour les autorités estoniennes l'enjeu de la reconnaissance par les gouvernements russes de l'illégalité de l'occupation et de l'annexion de l'Estonie. La reconnaissance de la validité du traité de Tartu devient la condition primordiale avant toute négociation. Pendant les premières années, alors que la frontière n'était pas encore démarquée, cette revendication était accompagnée d'une exigence de rétrocession des territoires perdus en 1945.

En 1994, les deux camps prirent des décisions qui allaient marquer une nouvelle période dans le règlement du différend. Alors que les troupes russes achèvent leur retrait (effectif au 31 août 1994), Boris Eltsine, président de la Fédération, ordonne la démarcation unilatérale de la frontière selon le tracé soviétique, ce qui génère une levée de boucliers en Estonie. Toutefois, la contestation est accompagnée d'un assouplissement des exigences estoniennes. Les territoires situés au-delà de la frontière sont définitivement abandonnés, sous l'impulsion du premier ministre estonien Andres Tarand. Ces territoires « pour la paix » (*Land for Peace*)<sup>2</sup> ne sont plus inclus dans les exigences estoniennes et les négociations ne sont plus conditionnées qu'à la reconnaissance par les autorités russes du traité de Tartu.

Progressivement, les deux gouvernements arrivent à s'accorder autour du tracé et un texte vide de sens politique est finalement signé par les délégations à Petrozavodsk en 1996. Néanmoins, le règlement du différend frontalier subissait les effets d'autres tensions post-soviétiques opposant les deux États. En effet, d'une part, l'Estonie aspirait à intégrer rapidement l'OTAN et l'UE et, d'autre part, la citoyenneté estonienne n'avait pas été automatiquement accordée aux

---

<sup>2</sup> Kalev Stoicescu, chef-adjoint (1994-septembre 1996) et chef (septembre 1996 avril 1997) de la délégation estonienne, entretien, 4 février 2008

populations russes installées sur le territoire après 1940. L'ensemble des problématiques post-soviétiques était mis par les autorités russes dans un paquet global à négocier sans dissociation possible.

« Le désir de l'Estonie de retirer la question frontalière du contexte général de la normalisation et du développement des relations bilatérales est inacceptable pour nous. Nous partons du point de vue que la signature du traité sur la frontière russo-estonienne devait être accompagnée de mesures concrètes pour l'amélioration de la situation de la population russophone d'Estonie<sup>3</sup> ».

La Douma se prononça également contre l'accord frontalier en raison des choix pro-OTAN de l'Estonie :

« La Commission parlementaire sur les États baltes de la Douma a (...) annoncé, en décembre 1996, que la candidature de l'Estonie à l'élargissement de l'OTAN et le traitement des russophones demeurent un obstacle à la ratification de tout traité frontalier<sup>4</sup> ».

### **Entre aboutissements et remise en cause totale**

Dès lors, la signature finale du document par les chefs d'État était incessamment repoussée, et il fallut attendre 2005 pour que les deux gouvernements apposent conjointement leur signature au texte de 1996. Cette signature ne fut pas simple à obtenir, puisque même le choix de la date opposa les autorités russes et estoniennes. Alors président de la Russie, Vladimir Poutine souhaitait organiser la signature du traité en marge des commémorations du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, fêtées à Moscou. Or, comme son homologue lituanien Valdas Adamkus, le président estonien Arnold Rüütel refusa de se rendre à Moscou commémorer le 9 mai, date évoquant pour l'Estonie la seconde occupation soviétique. Il fallut donc attendre le 18 mai pour que le traité soit signé, à une date vide de sens politique.

---

<sup>3</sup> *La Politique balte de la Russie*, 11 février 1997, cité in Marchal 2001, p. 140.

<sup>4</sup> *Postimees*, 19 décembre 1996, cité in Marchal 2001, p. 143

Suite à cette signature, pour clore ce chapitre frontalier, le Riigikogu, le parlement estonien, et la Douma, chambre basse du parlement russe, devaient ratifier le traité. En Estonie, la ratification fut effective en juin 2005 avec la promulgation par le président Rüttel de la loi de ratification, votée le 20 juin par les parlementaires estoniens.

Cette ratification n'avait néanmoins pas été dénuée de débats en Estonie, puisque la loi fut discutée pendant plusieurs jours, avec pour point de discorde la mention ou non de l'existence du traité de Tartu dans le préambule de la loi (le traité de Tartu n'était pas mentionné dans la première version rédigée par le gouvernement). Finalement, les partisans de la mention du traité de Tartu eurent gain de cause<sup>5</sup>. Ce succès eut des répercussions immédiates sur les relations russo-estoniennes.

La mention du traité de 1920 provoqua aussitôt l'indignation des autorités russes et le ministre des Affaires étrangères Sergej Lavrov annula la procédure de ratification en cours à la Douma.

« Alors que la partie estonienne a échoué pour remplir ses engagements, nous révoquons notre signature sur le traité<sup>6</sup> ».

Ce choix fut justifié par l'argument suivant : l'inscription du traité de Tartu dans la loi de ratification estonienne modifiait le traité lui-même et ouvrait la porte à des revendications territoriales de la part des autorités estoniennes.

Le chapitre du traité de 2005 fut définitivement clos en août 2005 lorsque le gouvernement russe annonça sa volonté de ne plus participer à l'élaboration d'un nouveau traité bilatéral, se retirant également du traité frontalier lié aux eaux territoriales. La partie russe exige de plus de nouvelles négociations, ce que les autorités

---

<sup>5</sup> 78 parlementaires se prononcèrent en faveur de la loi, 4 contre, 19 élus ne prirent pas part au vote. Les opposants au texte étaient quatre élus d'*Isamaaliit*, qui refusent la frontière soviétique.

<sup>6</sup> Sergej Lavrov cité in *RIA Novosti*, « Russia revokes border treaty signature – Lavrov », 27 juin 2005

estoniennes refusent, voyant toute nouvelle négociation comme de la comédie et de la simulation<sup>7</sup>.

Suite à cette décision, le processus de reconnaissance a été une nouvelle fois repoussé et le *statu quo* né en 1994 se poursuit encore aujourd'hui. Il semble que chaque partie se soit accommodée de cette situation. Malgré sa frontière non-reconnue, l'Estonie a pu intégrer l'OTAN et l'UE. Sauf retournement politique majeur, il est probable que le *statu quo* perdure avec un certain oubli.

### **La remise en cause du Traité en Estonie**

Les partisans du traité de Tartu s'interrogent même sur l'utilité d'un traité frontalier, qui sanctionnerait l'abandon de territoires occupés par la Russie. Certains espèrent toujours un retour aux frontières de 1920 et la question déchaîne toujours les passions en Estonie, avec pour certains l'espoir de faire plier la Russie. Cinq ans après la signature du traité, Henn Põlluaas publie un ouvrage à charge contre la politique des gouvernements estoniens depuis le recouvrement de l'indépendance intitulé *Le Traité frontalier estono-russe : trahison ou cession ?* (Põlluaas 2010). Condamnant les négociations tenues confidentielles (*id.*, p. 10), qui ne prenaient pas en compte l'avis de la population estonienne opposée à l'abandon du traité de Tartu, l'ouvrage retrace les origines du conflit, et le déroulement des pourparlers sans manquer de déplorer l'abandon des territoires par les gouvernements de l'Estonie.

L'auteur cite de nombreux opposants et organisations qui réclament la contestation juridique du traité de 2005. Lui-même acteur majeur du mouvement, Henn Põlluaas dirige l'Association pour la perpétuation du Traité du Tartu (*Tartu Rahu Põlistamise Selts*) et prend régulièrement part à des actions pour manifester en faveur des frontières de 1920. Suite à la ratification du traité par le Riigikogu et le refus russe d'achever sa part de responsabilité, des recours furent déposés auprès de la Cour suprême estonienne (*id.*, p. 388).

De manière plus globale, l'auteur s'interroge sur l'utilité d'un traité frontalier, condamnant l'argumentaire avancé par les gouvernements.

---

<sup>7</sup> Kalev Stoicescu, Entretien 4 février 2008

L'urgence fut pendant longtemps justifiée par l'impossibilité d'intégrer l'OTAN et l'UE si le traité n'était pas signé. Põlluaas décrit alors la position des élus comme mensongère, puisque l'Estonie est finalement devenue État-membre et que bien avant 2004 de nombreux exemples montraient que la question frontalière n'était pas un obstacle. La RFA avait en son temps une frontière en guerre, dont le Mur de Berlin, Chypre a intégré l'UE malgré la scission de l'île, etc. (*id.*, p. 132). L'auteur accuse les autorités de désinformation et déplore un discours irrationnel. Pendant que l'on cherche à défendre à tout prix l'intégrité territoriale géorgienne, que l'Europe soutient officiellement la rétrocession des Kouriles au Japon, l'Estonie est à la recherche de soutiens pour convaincre la Russie d'accepter l'intégration des territoires estoniens au sein de la Fédération (*id.*, p. 387).

### **La contestation de l'existence même de la frontière**

La résolution du différend frontalier entre la Russie et l'Estonie est suivie avec attention par les Setos. Depuis 1991, et pour la première fois depuis l'intégration de la région dans les jeux politiques européens<sup>8</sup>, le territoire du Setomaa est divisé par une frontière internationale. Longtemps séparés des autres peuples finno-ougriens en raison de la domination slave sur ce territoire, les Setos ont fait partie de l'Estonie entre 1920 et 1940 et l'établissement des nouvelles frontières à l'époque soviétique n'a pas entravé la circulation sur l'ensemble du Setomaa. La démarcation de la frontière en 1994 génère une situation nouvelle pour le peuple seto. Des familles se retrouvent séparées, les espaces vécus détruits par la coupure des routes, et compte tenu du régime de visa en vigueur, les possibilités de déplacement entre les deux États ont été grandement réduites (cf. infra).

La question de la frontière est régulièrement portée sur la scène politique estonienne par les institutions setos, qui réclament le rétablissement de la frontière de 1920, et donc l'intégration du Setomaa dans sa globalité au sein de la république d'Estonie. Chaque

---

<sup>8</sup> L'influence slave s'installe de manière permanente à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, alors qu'à cette époque, les ancêtres des Estoniens reçoivent les premières influences culturelles germaniques.

année, les appels se multiplient autour du 2 février, et ce malgré la ratification du traité par le Riigikogu en 2005. En 2008, le Congrès seto cite la Constitution estonienne pour réclamer le droit de libre circulation sur l'ensemble du territoire estonien, tel que le paragraphe 2 de la Constitution le décrit, c'est-à-dire selon les frontières du traité de Tartu et des autres traités bilatéraux, celui de 2005 étant exclu, car il n'est pas en vigueur<sup>9</sup>. En 2007, Ilmar Vananurm, journaliste et membre du Congrès déclare à Tartu que

« aussi longtemps que les deux parties, c'est-à-dire la république d'Estonie et la Fédération de Russie, n'ont pas mis un terme au caractère effectif du traité de Tartu et n'ont pas signé de nouveau traité bilatéral, la république d'Estonie, si elle souhaite porter le nom d'État de droit, doit garantir la circulation gratuite de ses citoyens dans ses frontières ! La situation actuelle est une transgression directe des droits de l'Homme<sup>10</sup> ».

Ce choix d'être intégré à l'Estonie est présent dès la création du pays en 1917<sup>11</sup>. Les élites du Setomaa ont ainsi publié une demande de rattachement de tous les Estoniens (Estoniens et Setos) à la province d'Estonie<sup>12</sup>. Il faut souligner que ce choix n'était pas approuvé par la

---

<sup>9</sup> *Seto Kongress*, « Eesti Vabariigi ja Vene föderatsiooni vahelisest piirist ja liikumisvabadusest », [À propos de la frontière entre la République d'Estonie et la Fédération de Russie et de la liberté de circulation], 15 novembre 2008

<sup>10</sup> Ilmar Vananurm, « Petserimaa kui Eesti osa », allocution à l'Université de Tartu, 24 mars 2007, cité in Põlluaas 2010, p. 68

<sup>11</sup> Formation des provinces d'Estonie et de Lettonie en remplacement de l'Estlande et de la Livlande.

<sup>12</sup> « À côté de la frontière des provinces de Tartu et de Võru, dans le gouvernement [*guberniya*] de Pskov, plus de 20000 Estoniens qui ne parlent presque pas russe, soit 80 % de la population totale, vivent dans les communes de Petchory, Lobodka [*Slobodski*], Panikovitchi, et Irboska. Pour cette raison, toutes les personnes sont dépourvues par rapport aux autres en ce qui concerne l'éducation, par le fait que nous n'entendons pas notre langue maternelle dans les églises ou dans les écoles. Pour que notre éducation et notre économie atteignent un niveau supérieur, nous devons incontestablement rejoindre l'Estonie instruite. Nous avons discuté de cette question lors de nombreuses réunions et nous avons décidé d'en appeler au Conseil national du gouvernement d'Estonie avec la requête de prendre toutes les

population, orthodoxe, qui avait « peur d'un rattachement à l'Estonie luthérienne »<sup>13</sup> (Lõuna 2003, p. 25).

En 1944-1945, les modifications territoriales ne laissent pas les Setos sans réaction, et ils réclament de nouveau l'intégration de l'ensemble de leur territoire en Estonie, ou du moins les villages majoritairement setos et estoniens. Une pétition a notamment été signée à Värskä, envoyée le 17 décembre 1944, complétée et renvoyée le 2 mars 1945 aux dirigeants de l'Estonie. Dans cette *Pétition des résidents des villages de Kiisa, Jatsamani, Jaamate, Lõpolje, Suure et Väike Põrste, Võlaste, Jastrovo et Kesksaare de la commune de Järvesuu dans la province de Võru de la RSS d'Estonie*, les habitants déclarent qu'ils apprennent qu'ils ne sont pas « inclus au territoire de la RSS d'Estonie et sont, à la place, joints à la commune de Kalda de l'oblast' de Pskov<sup>14</sup> ». Les raisons mises en avant par les signataires de cette pétition sont clairement liées à des questions nationales et culturelles.

« Le Comité exécutif de la commune de Kalda est situé à 16-19 km de nous et la population entière parle russe et est russe de nationalité. En revanche, la majorité de notre population, particulièrement les jeunes, ne parle pas du tout russe. Ainsi, avoir à faire avec le Comité exécutif de la commune de Kalda et accomplir nos devoirs devient très difficile et même parfois impossible. » (*ibid.*)

---

mesures nécessaires pour unir dans un futur proche ces communes et la ville de Petchory, où vivent les Estoniens (Setos), et pour mettre en place notre propre langue dans les églises locales, les écoles et les bureaux publics. », K. Usstav, M. Semjonov, R. Mordinov *et al.*, « Appeal of the Estonians of the Petserimaa region to the national council for joining Setumaa with Estonia 1. July 1917 », 1<sup>er</sup> juillet 1917 (Mattisen 1996, pp. 112-113).

<sup>13</sup> Les autorités de l'époque ont d'ailleurs mené une politique d'estonisation en implantant un clergé orthodoxe estonophone.

<sup>14</sup> « Petition of the people of Petseri county expressing their desire to remain a part of Estonia » (Mattisen 1996, p. 145).

## LA FRONTIÈRE AU QUOTIDIEN

### Vivre avec la frontière dans le Setomaa

Depuis le changement de statut de la frontière, les Setos doivent adapter leur mode de vie. Jusqu'en 1994, treize points de passage existaient entre l'ex-RSSE et l'ex-RSFSR au sud du lac Peïpous. La démarcation de la frontière eut pour effet de réduire le nombre de postes frontière à trois. Désormais, la frontière n'est plus franchissable qu'aux postes de Luhamaa-Šumilkino, de Koidula-Kuničino Gora et de Saatse-Krupp, ce dernier demeurant toutefois réservé aux citoyens estoniens et russes<sup>15</sup>. Cette diminution du nombre de postes impose des détours considérables aux populations qui souhaitent traverser cette frontière, notamment pour les Setos d'Estonie qui se rendent au monastère de Pečory (Petseri en estonien). Compte tenu du réseau routier, les Setos des villages de Saatse, Sesniki, Perdaku, Litvina, Pattina, entre autres, pourtant situés à 15 km seulement de Pečory par l'ancienne route soviétique, doivent parcourir près de 40 km via Väraska et le poste de Koidula. D'autres exemples peuvent être mentionnés avec tous les villages situés entre les deux postes frontière.

Cette suppression eut également pour effet un nouveau développement du réseau routier, qui dut être adapté au tracé de la frontière. Certains villages étaient avant cela isolés du reste du territoire russe et dépendant des voies passant par le lac ou par l'Estonie. En comparant une carte publiée par Edgar Mattisen (Mattisen 1996) et une carte d'atlas récent (Regio 2004), on remarque l'apparition d'une nouvelle route entre les villages de Krupp (Ruuba) et Kiržino (Kürsina) (cf. carte).

En Estonie, la continuité territoriale existe partout, mais l'absence d'axes de circulation (outre les pistes forestières) implique pour certains villages un enclavement. Les villages setos cités précédemment souffrent en plus de la suppression des postes frontière, ce qui

---

<sup>15</sup> Note explicative attachée au décret du Gouvernement de la République n°205 du 25 juin 2002 « Rahvusvaheliseks liikluseks avatud piiripunktid », [Les postes frontières ouvertes à la circulation internationale]  
[http://leoiigus.just.ee/?act=dok&subact=1&DOK\\_W=129933](http://leoiigus.just.ee/?act=dok&subact=1&DOK_W=129933)

impose des détours ; ils se retrouvent isolés du reste du territoire estonien en raison d'un tracé frontalier tortueux. Que la frontière coupe et recoupe la route menant à ces villages n'avait pas de conséquence avant 1991. Après 1994, certains trajets entre deux points du territoire estonien nécessitent ainsi de brefs passages par le territoire russe. Un accord entre les deux Etats fut mis en place: le franchissement, non contrôlé par les gardes frontière, est limité aux véhicules fermés (voitures, autocars) et aucun arrêt n'est toléré. Ainsi, les habitants de Saatse, notamment les personnes âgées, sont contraintes d'attendre les bus qui arrivent jusqu'au village (6 départs et 3 arrivées par jour<sup>16</sup>) et ne peuvent se déplacer avec un vélo ou à pied.

D'autres types de trajets nécessitent un franchissement de la frontière. Les bateaux en provenance de la partie russe du lac doivent entrer dans les eaux territoriales estoniennes pour rejoindre la Narva, car la frontière atteint le rivage russe. À l'inverse, en fonction du niveau des eaux du lac, les bateaux estoniens allant sur l'île de Piirissaar sont parfois contraints de faire un détour par la Russie, pour ne pas s'échouer. Un système donnant-donnant fut donc mis en place entre gardes-frontières pour éviter les situations d'enclavement<sup>17</sup>.

Plus que l'allongement du trajet nécessaire pour rejoindre deux points pourtant proches de la frontière, ce sont les formalités administratives qui ont bouleversé la vie des frontaliers (cet élément n'étant pas spécifique aux populations setos). Face à la nouvelle donne territoriale, les autorités estoniennes et russes se sont accordées pour créer des visas spéciaux pour ceux qui doivent franchir régulièrement la frontière. Lors des premières années post-soviétiques, un régime simplifié fut instauré et depuis un quota de visas annuels est délivré pour les résidents des deux États, au nombre restreint de 4 000, repartis de manière égale entre l'Estonie et la Russie. Les personnes devaient se porter candidates pour recevoir un tel visa. Les Setos ont donc été les premiers à pâtir des nouvelles dispositions et ceux qui souhaitent rendre visite à leurs parents doivent obtenir des visas classiques auprès des autorités russes.

---

<sup>16</sup> Recherche effectuée sur le site [www.peatus.ee](http://www.peatus.ee) le 3 mai 2010

<sup>17</sup> Andres Lapp, garde-frontière estonien, entretien, 21 février 2008

Au quotidien, ce sont les habitudes qui sont bouleversées : la fin de l'accès à une forêt riche en champignons, à un champ, à une église. Ce dernier point doit être présenté plus en détail puisque la religion forme un pilier de la culture seto. Outre le monastère de Pečory, les lieux de culte et les cimetières font l'objet de visites fréquentes au cours de l'année, dont le calendrier est rythmé par les fêtes.

L'entrée de l'Estonie dans l'UE a pour sa part imposé de nouvelles législations pour le transport de marchandises. Les personnes âgées qui cultivent leur terre aideraient volontiers leurs enfants habitant en Estonie en leur donnant « des pommes de terre, du lait et de la viande. (...) Mais ils ne le peuvent pas, les contrôles vétérinaires à la frontière de l'Union européenne sont sévères » (Roosaar 2005). L'entraide devient alors impossible.

Outre ses conséquences sur les liens familiaux, la frontière a pesé sur les éléments qui faisaient ou font le rayonnement d'un village. La bourgade de Saatse, un des centres historiques des Setos, point de passage depuis et vers Pskov, qui doit gérer une situation particulière par son enclavement, a perdu son poids et ne survit réellement que par la présence de son église (Nikiforova, Viktorova 2001, p. 82). A l'inverse, Värskä qui se situe du bon côté de la « botte de Saatse » bénéficie de sa position. C'est le dernier village d'importance sur le chemin de Saatse et il dispose de potentiels plus variés. Il y a ainsi à Värskä un sanatorium, une usine d'eau minérale, une église, une école secondaire, une droguerie et une station-service (Roosaar 2005). Géographiquement, Värskä est devenue un point central de ce territoire frontalier, alors que Saatse est réduite à un village frontalier sans accès, en périphérie de l'Estonie, au-delà d'un marais.

#### *L'unité du Setomaa hypothéquée*

Nous avons déjà mentionné la position des représentants setos qui réclament le rétablissement de la frontière de 1920 en vue de l'unification définitive de leur région au sein de l'Estonie. Ce souhait d'unité transparaît dans divers éléments politico-culturels de la vie seto, mais il faut se rendre à l'évidence : la frontière joue son rôle et coupe de plus en plus les deux portions du Setomaa.

Outre les déclarations du Congrès Seto, l'unité apparaît dans les programmes de mise en valeur de la culture seto, puisqu'il existe entre

autres une marque « Setomaa kultuuripärand – Heritage of Setoland » qui fait la promotion de la culture sur l'ensemble du Setomaa<sup>18</sup>.

Néanmoins, de nombreux indicateurs témoignent des difficultés des Setos pour se maintenir des deux côtés de la frontière, avec une activité globale bien plus importante en Estonie. Malgré des a priori parfois négatifs de la part des Estoniens à l'encontre des Setos, les gouvernements conservent un œil sur ce peuple du sud du pays et sont volontiers présents lors des manifestations setos, notamment pour l'organisation de la journée du royaume seto (*Setu kuningriigi päev*), qui a lieu chaque premier samedi du mois d'août depuis 1994<sup>19</sup>. En 2007<sup>20</sup>, c'est le président Toomas Hendrik Ilves qui fit le déplacement, et en 2008, le gouvernement fut représenté par le premier ministre Andrus Ansip. D'un point de vue territorial, les festivités principales sont cantonnées aux communes d'Estonie.

Outre les festivités, la vie économique du Setomaa est surtout visible en Estonie puisqu'il existe une Union des Communes setos (*Setomaa Valdade Liit*)<sup>21</sup> regroupant les quatre municipalités setos d'Estonie (Meremäe, Väraska, Misso, Mikitamäe). Ce portail internet a pour but principal de donner un accès simple aux contacts utiles dans la région pour les questions administratives, culturelles, économiques, ou d'actualité. Ce site donne aussi accès à celui de l'association à but non lucratif Setomaa Turism, dédié aux questions touristiques<sup>22</sup>, lui aussi ne couvrant que le territoire estonien. Et contrairement au premier site mentionné qui est disponible en cinq langues<sup>23</sup>, ce site touristique n'est présenté qu'en estonien.

Les vingt premières années post-soviétiques semblent donc être marquées par un développement seto uniquement en Estonie, au détriment du territoire situé en Russie. Toutefois, la question « seto » réapparaît dans certains discours en Russie, ce qui ne manque pas de

---

<sup>18</sup> Panneau rencontré à Meremäe.

<sup>19</sup> La liste des journées est disponible sur le site du Royaume seto : <http://www.mikitamae.ee/setokuningriik/>

<sup>20</sup> Ainsi qu'en 2010 (NdR).

<sup>21</sup> Setomaa Valdade Liit, <http://www.setomaa.ee>.

<sup>22</sup> <http://www.setoturism.ee>

<sup>23</sup> Estonien, anglais, russe, finnois, allemand.

faire réagir en Estonie. Les autorités locales de l'*oblast'* de Pskov tentent de redonner une attraction à la partie russe du Setomaa. Le quotidien estonien *Postimees*, par l'intermédiaire du portail d'information *Setomaa.ee*, rapporte en mars 2010 l'appel lancé aux Setos d'Estonie, et en particulier les jeunes, par le gouverneur de l'*oblast'* Andrej Turčak (Maasalu 2010). Ce dernier souhaite attribuer au peuple seto le statut de peuple autochtone<sup>24</sup> et promouvoir la création de meilleures conditions de vie. Son but consiste surtout à attirer des populations jeunes, qui ont progressivement quitté le Setomaa vers l'Estonie. Alors qu'en 1838, il y aurait eu 16 000 Setos dans l'actuel *rajon* de Pečory, il ne reste plus que quelques centaines de Setos sur ce territoire, seulement 172 personnes recensées en tant que telles dans l'*oblast'* de Pskov en 2002 (d'autres Setos ont pu se déclarer estoniens)<sup>25</sup>. Plusieurs actions au cours de l'été 2010 confirment les positions exprimées au printemps précédent. En juin 2010, l'administration de l'*oblast'* de Pskov a alloué près de 1 600 € à l'organisation d'un camp de trois semaines d'apprentissage du seto, où vingt jeunes Setos de l'*oblast'* ont pu approfondir leur connaissance de leur langue maternelle (Reimer 2010). De manière plus générale, un programme spécifique (tourisme, éducation...) a été établi pour la période allant jusqu'à 2014 afin de faire connaître les Setos. Un musée a été créé à cet effet dans le village de Sigovo. Enfin, comme le souhaitait Andrej Turčak, le gouvernement de la Fédération de Russie a reconnu les Setos comme nation à part entière, et non plus comme un sous-groupe de la nation estonienne<sup>26</sup>.

---

<sup>24</sup> Selon les autorités de l'*oblast* de Pskov, une lettre officielle fut envoyée en 2009 au Premier Ministre Vladimir Poutine et au ministre du développement régional pour soutenir le changement de statut du peuple seto.

<sup>25</sup> Service Fédéral de la Statistique, « Население по национальности и владению русским языком по субъектам Российской Федерации », *Все-российская перепись населения 2002 года*, [La population selon les nationalités et la maîtrise de la langue russe par sujets de la Fédération de Russie, Recensement russe de la population de 2002], <http://www.perepis2002.ru/index.html?id=17>

<sup>26</sup> *BNS*, « Moskva peab setusid eestlastest eraldi rahvuseks, Eesti setud mitte », [Moscou considère les Setos comme un peuple séparé des Estoniens, pas les Setos d'Estonie], *Postimees*, 6 juillet 2010.

Toutefois, il semble que ces mesures ne soient pas suivies d'effets réels, puisque le portail d'information seto qui le rapporte les commente sans réel enthousiasme.

« Une grande partie des Setos a déménagé des territoires restés de l'autre côté de la ligne de contrôle Estonie-Russie vers l'Estonie y compris lors des deux dernières décennies. Le gouvernement estonien a soutenu continuellement la culture du Setomaa et des Setos depuis les années 1990. [En 2010], le budget du programme culturel du Setomaa est de 3 millions de couronnes [191 815 €] et celui programme de développement du Setomaa de 2 millions [127 877 €]. De plus le ministère de l'économie constitue chaque année un budget de plusieurs millions de couronnes pour la construction d'un réseau routier dans les communes setos, puisque la ligne de contrôle russo-estonienne a coupé les routes historiques. L'an dernier, l'UNESCO a satisfait la demande du ministère de la culture estonien d'inscrire le chant *leelo seto*<sup>27</sup> au patrimoine mondial de l'humanité<sup>28</sup>. »

Cette analyse montre clairement que les Setos voient leur avenir à l'ouest de la ligne de frontière, en Estonie, abandonnant le territoire situé en Russie. Ainsi, hormis les discours politiques et certaines appellations, l'activité réelle du Setomaa se réduit aux communes d'Estonie. La frontière a modifié la vie des personnes de manière individuelle, mais aussi le fonctionnement même du territoire en tant qu'entité. Que la frontière soit dénommée ligne de contrôle ou frontière internationale, elle apparaît comme un « mur seto », tel le Mur de Berlin (Plasseraud 2004).

### **Une langue, deux territoires : les Russes autour de la Narva**

De la même manière qu'au sud du lac Peïpous, la démarcation de la frontière autour de la Narva eut pour effet de séparer des populations qui vivaient ensemble avant la chute de l'URSS. Toutefois, à

---

<sup>27</sup> Le chant *leelo* est le chant traditionnel polyphonique chanté par les femmes setos. Ce chant constitue aujourd'hui encore l'un des piliers de la culture seto.

<sup>28</sup> *Setomaa.ee* cité in Maasalu 2010.

l'inverse du Setomaa, le contexte géographique et démographique génère des spécificités propres à cette partie de l'espace frontalier. Contrairement à la frontière terrestre du Setomaa, la frontière au nord du Peïpous est totalement marquée par la rivière Narva entre le lac Peïpous et le golfe du Finlande, sur 77 km. De plus, le milieu physique joue un rôle important sur l'établissement de contacts entre les deux rives. Essentiellement marécageux, les abords de la frontière sont très peu peuplés, hormis l'agglomération Narva-Ivangorod, qui représente plus de 75 000 personnes. C'est dans cette agglomération que se trouvent les seuls points de passage entre les deux rives, avec le pont routier et piéton, nommé Pont de l'Amitié, et le pont ferroviaire.

La problématique de l'impact de la frontière sur les populations se réduit pour l'essentiel à la question des relations entre les villes frontalières que sont Ivangorod (Russie) et Narva (Estonie), où l'on retrouve une population homogène du point de vue ethnique. En effet, les populations sont majoritairement de nationalité<sup>29</sup> russe, tant en Estonie qu'en Russie, ce qui donne une situation homogène.

À l'opposé de la présence de longue date des Setos au sud, les populations russes ne sont massivement présentes des deux côtés de la frontière que depuis relativement peu de temps. Avant l'annexion de l'Estonie par l'URSS en 1940, selon les recensements effectués en 1922 et en 1934, les populations russes se concentraient dans les centres industriels comme Narva, où elles étaient minoritaires. Selon le recensement de 1934, 66,3 % d'Estoniens (15 584 personnes) et 28,3 % de Russes (6 661 personnes) résidaient dans l'ensemble Narva-Jaanilinn (Narva-Ivangorod) (Mattisen 1996, p. 64). Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 87 % des 65 886 habitants actuels de Narva se déclaraient russes, auxquels il est possible d'ajouter les 3 % d'Ukrainiens et

---

<sup>29</sup> Les termes *nation* et *nationalité* sont utilisés dans cet article dans leur sens ethnique, faisant référence à l'identité linguistique et culturelle d'une personne. Les statistiques liées à la nationalité ont pour fondement les déclarations des personnes lors des recensements. La nationalité ne doit pas être confondue avec la citoyenneté qui, elle, renvoie au lien juridique entre une personne et un État.

les 2 % de Biélorusses<sup>30</sup>. Les 45 années soviétiques ont eu pour conséquence majeure la modification de la structure ethnique de la population de l'Estonie en général, de l'Ida-Virumaa en particulier.

« Les autorités [soviétiques] menèrent une politique de ségrégation : Narva, rasée par l'Armée rouge, fut vidée de sa population et devint presque entièrement russophone, tout comme (...) les deux villes nouvelles dans le Virumaa », Sillamäe et Kohtla-Järve (Minaudier 2007, p. 325).

La rive droite de la Narva n'était pas non plus totalement russe, puisque les territoires accueillait encore des populations finno-ougriennes (Finnois, Estoniens, Ingriens, Votes, Finnois d'Ingrie), dont 3 017 Estoniens à Jaanilinn (Põlluaas 2010, p. 69).

Toutefois, le changement de statut de la frontière a eu des impacts non négligeables sur la région avec la rupture du fonctionnement global de l'agglomération. Séparées entre deux États, les populations doivent s'adapter aux systèmes qui ont remplacé l'État soviétique, avec un sentiment pour les uns de regret, pour les autres de soulagement.

#### *L'influence de la frontière sur le triple choix de citoyenneté*

La chute de l'URSS et la disparition de la citoyenneté soviétique a nécessité pour ses titulaires de faire un choix quant à la nouvelle citoyenneté à adopter. Conséquemment à la décision des autorités estoniennes de ne pas octroyer automatiquement la citoyenneté à toutes les personnes résidant en Estonie en 1991<sup>31</sup>, les personnes immigrées en Estonie entre 1940 et 1990 se trouvaient face un triple choix pour remplacer la citoyenneté soviétique : demander la naturalisation à condition d'en remplir les critères, dont le passage d'un test de langue estonienne ; choisir la citoyenneté de la république

---

<sup>30</sup> Narva Valitsus, 2009, *Narva arvudes 2008* [Narva en chiffres 2008], Narva, p. 10, [http://web.narva.ee/files/Narva\\_arvudes\\_2008.pdf](http://web.narva.ee/files/Narva_arvudes_2008.pdf) 2 avril 2010.

<sup>31</sup> L'affirmation de la continuité de l'État estonien impliquait que les personnes arrivées en Estonie pendant la période soviétique étaient présentes de manière illégale et donc ne jouissaient pas du droit à la citoyenneté estonienne.

d'origine, pour la plupart de la Fédération de Russie ; demeurer sans passeport (apatride).

L'étude de la question s'impose ici car il semblerait que la frontière a eu un certain effet sur ce choix. En effet, si l'on compare la proportion de citoyens de la Fédération de Russie dans l'Ida-Virumaa et à Tallinn, autre lieu fortement peuplé de Russes en Estonie, on remarque un taux relativement plus important à l'est que dans la capitale (compte tenu de la proportion des russophones) : 19 % dans l'Ida-Virumaa contre 8,7 % à Tallinn en 2000 (pour une moyenne en Estonie de 6,3 %). Dans l'Ida-Virumaa, la distance semble aussi avoir joué un rôle, puisque 28,9 % des habitants de Narva étaient citoyens russes, contre 23 % à Sillamäe et 13,3 % à Kohtla-Järve<sup>32</sup>, ces deux dernières localités étant situées respectivement à 28 km et 60 km de la frontière. Le fonctionnement de Narva-Ivangorod en agglomération à l'époque soviétique fait que les résidents d'Estonie gardent des liens de l'autre côté de la frontière et ont intérêt à trouver la meilleure solution pour la franchir rapidement. À l'époque soviétique, malgré la présence d'une frontière administrative, Narva et Ivangorod fonctionnaient de concert et les habitants avaient leurs habitudes sur les deux rives, avec parfois le lieu de vie d'un côté et le lieu de travail de l'autre. « Les entreprises situées sur une rive de la Narva ont construit des habitations pour leurs employés sur la rive opposée » (Brednikova, Siim 2001, p. 19). Ainsi, l'instauration de la frontière a imposé, pour ceux qui souhaitaient continuer de traverser la Narva fréquemment, de choisir la citoyenneté russe, qui donne la possibilité de franchir plus rapidement la frontière en Russie, confort lié au fait qu'ils n'ont pas besoin de visa pour entrer en Russie. « Je me suis officiellement enregistré pour la citoyenneté russe quand la campagne d'octroi de la citoyenneté a commencé, juste pour être capable de voyager. » (*id.*, p. 24) Pour d'autres, le choix de la citoyenneté est aujourd'hui regretté : « J'ai été stupide de me porter candidat à la

---

<sup>32</sup> Estonian Statistical Office, 2001, « Tabel 4: Rahvastik elukoha ja kodakondsuse järgi, 2000 », *2000 Population and Housing Census II, Citizenship, Nationality, Mother Tongue and Command of Foreign Languages*, Tallinn, p. 40.

citoyenneté estonienne. Maintenant avec ce passeport, je suis bloqué ici. » (*ibid.*)

*De l'immensité soviétique au point de contact entre UE et Russie*

Ce dernier témoignage illustre la difficulté qu'ont les russophones à s'intégrer dans l'espace européen occidental, qui a pris la place de l'espace russe, pourtant si proche. Alors que les deux villes frontalières, Narva et Ivangorod, fonctionnaient ensemble jusqu'en 1991, les populations se trouvent pour la plupart face à un mur. Les nostalgiques de l'époque soviétique déplorent cette barrière. Les habitants de Narva regardent avec regret l'immensité russe au-delà du Pont de l'Amitié, jusqu'à Vladivostok.

« C'est difficile d'accepter que j'étais une partie de quelque chose de si immense, et qui est devenu si minuscule que l'on pourrait appuyer dessus avec son doigt. J'étais habitué à un sentiment d'immensité ». (*id.*, p. 21).

D'autres, à Ivangorod, n'arrivent pas à expliquer à leurs invités comment il leur est désormais impossible d'aller à Narva, alors que les deux rives sont si proches – il est en effet possible de converser directement entre les deux forteresses médiévales de part et d'autre de la frontière.

« C'est simplement une violation des droits de l'homme. Cela ne signifie pas que j'aie un besoin d'aller là-bas et d'acheter quelque chose. Ils sont ici, si proches ! Quand nous marchons avec nos invités le long de la forteresse d'Ivangorod, ils nous demandent ce qu'il y a [en face] – la Russie ? (...) C'est tellement incompréhensible. » (Boman 2005, p. 33).

L'établissement de la frontière suivant le cours de la Narva a provoqué, de la même manière qu'au sud du lac Peïpous, une rupture dans les espaces vécus, mais il satisfait certains habitants de l'Estonie, puisque cette nouvelle limite administrative internationale régule les allers et venues des personnes. Narva semble se distinguer d'Ivangorod :

« Cela peut paraître snob, mais je pense que la frontière a mis les choses plus ou moins en ordre. Il semble que Narva s'oriente d'une certaine manière vers l'ouest. L'impression d'un melting-pot n'apparaît

plus. Tout le monde était habitué à venir à Narva, mais la frontière a limité l'arrivée des personnes. » (Brednikova, Siim 2001, p. 31)

Déjà à l'époque soviétique, il existait « une frontière imaginaire, [qui était liée] au prestige, comme s'il était plus prestigieux de vivre dans une grande ville estonienne et "presque étrangère" que du côté russe » (*id.*, p. 10).

### *Vers une rupture culturelle ?*

Pour les populations du nord-est de l'Estonie, la question des passeports évoquée ci-dessus pose celle des relations entre les deux États. En étant à Narva, on remarque un grand nombre de personnes qui franchissent la frontière à pied. La proximité linguistique donne un sentiment d'unité et les systèmes de réseaux réservent parfois des surprises : il est fréquent de se voir souhaiter la bienvenue en Russie par SMS alors que l'on a pas franchi la frontière.

Cette continuité fait qu'« il n'y a pas de "conflit de civilisation", pas de différence dans la culture de tous les jours<sup>33</sup> » entre les deux rives. Narva ressemble plus à une ville russe et « l'Occident commence plus profondément en Estonie » (Brednikova, Siim 2001, p. 32). Ces idées font référence à une dichotomie entre la frontière étatique, marquée par la Narva, et la frontière culturelle, située plus à l'ouest, au-delà des villes russophones de l'Ida-Virumaa.

Cette vision des choses est partagée en Estonie par ceux qui voient cette région de l'extérieur. Le fait que le russe domine des deux côtés de la frontière, que les populations regardent majoritairement les médias de Russie, crée un sentiment d'homogénéité culturelle, faisant de l'Ida-Virumaa un monde à part, inconnu.

Toutefois, ce constat n'est pas partagé par les habitants de cette région qui se placent plutôt dans un entre-deux, ni en Russie, ni en Estonie. De la même manière que certains voient un assainissement de la ville de Narva grâce à la frontière, ceux qui la franchissent observent une certaine différenciation.

---

<sup>33</sup> Vadim Poleštšuk, juriste et analyste, Legal Information Centre for Human Rights, Tallinn, entretien, 1<sup>er</sup> mars 2007.

« Il y a une différence entre la Russie, Narva et Tallinn (...) [et si] les habitants de Narva s'orientent vers l'Estonie [c'est parce qu']ils vivent au quotidien dans un système de valeurs et de standards européens, inexistant en Russie<sup>34</sup> ».

Ceux qui n'ont pas la possibilité de se rendre régulièrement au-delà la frontière ne ressentent toutefois pas cette double différenciation. Une étude conduite à Narva (Zalamans 2006, p. 111) montre cette opposition entre les habitants de culture estonienne et les habitants d'origine russe. Interrogés sur leurs sentiments vis-à-vis de la ville voisine, des étudiants estoniens et russes n'ont pas donné les mêmes réponses. Alors que les Estoniens ne sont que 17 % à observer une différence entre les deux rives<sup>35</sup>, 54 % des Russes interrogés en voient une. La même étude souligne que les personnes de nationalité russe se rendent plus souvent en Russie que les Estoniens<sup>36</sup> (Zalamans 2006, p. 110).

En Russie, les habitants observent l'autre côté de la frontière avec envie, puisque le franchissement de la Narva donne accès à l'Union européenne et à l'Espace Schengen. En avril 2010, le quotidien estonien *Postimees* signalait l'existence d'une pétition, rédigée par Juri Gordeev, conseiller de la ville d'Ivangorod et signée par 650 personnes, demandant le rattachement de la ville à l'Estonie. La demande, dont l'auteur ne doute nullement du rejet, fut adressée tant aux autorités estoniennes qu'au pouvoir russe<sup>37</sup> (Smirnov 2010). Toutefois, il faut préciser que cette demande relève plutôt des affaires intérieures russes. Le conseiller souhaite en effet davantage attirer l'attention sur les difficultés de sa ville, loin des centres russes, qu'exprimer l'estophilie de ses administrés.

---

<sup>34</sup> Margarita Jefimova, ministère de l'intérieur, entretien, 29 février 2008.

<sup>35</sup> 66 % des personnes interrogées ne donnent pas de réponses précises.

<sup>36</sup> 19 % des Russes déclarent s'y rendre chaque mois et 36 % chaque année, contre 2 % et 10 % des Estoniens pour les mêmes fréquences. 61 % des Estoniens ne vont en Russie que rarement, contre seulement 35 % des russophones.

<sup>37</sup> Une telle démarche avait déjà été réalisée en 2000. À l'époque, 500 personnes avaient signé la pétition.

Les deux rives se distinguent en effet par des développements économiques opposés. Bien que l'Ida-Virumaa constitue une des régions en crise de l'Estonie, avec l'abandon du modèle soviétique industriel, que ce soit l'une des régions les plus touchées par le chômage en Estonie, vivre en Estonie garantit toutefois un certain niveau de vie dont la ville d'Ivangorod, à la périphérie du *rajon* de Kingissepp, rêve toujours. Parmi les sujets de mécontentement, l'auteur de la pétition citée plus haut mentionne le fait que l'eau chaude n'arrive à Ivangorod qu'en moyenne 7,3 mois par an (*ibid.*). Ivangorod bénéficiait à l'époque soviétique des réseaux de Narva, mais la frontière a imposé un changement d'orientation vers le chef-lieu du *rajon*, plus éloigné.

### **La rupture des relations entre les deux rives du lac de Pskov**

En considérant les territoires scindés par la frontière, j'ai distingué deux situations différentes. À cela, il faut ajouter les effets de séparation produits au niveau du lac Peïpous. Alors que le lac apparaît aujourd'hui comme une vaste étendue infranchissable, les deux rives ont pourtant été très liées jusqu'en 1991.

« Il y avait des voyages quotidiens par bateau le long de l'Emajõgi dans le sud de l'Estonie depuis Tartu (...) vers la ville de Pskov. »  
(Mikenberg 2007, p. 12)

Tartu et Pskov regroupent respectivement 100 000 et 200 000 habitants. Malgré le souhait des organismes de coopération de remettre en service les liaisons fluviales, aucun résultat tangible n'a pu être atteint.

Cette rupture des relations entre les deux rives se manifeste également par l'impossibilité d'atteindre les centres économiques présents de l'autre côté du lac. L'un des exemples les plus marquants est celui de l'arrêt des relations avec Saint-Pétersbourg qui a représenté pendant de nombreuses années un marché majeur pour les agriculteurs estoniens et qui avait permis de développer la production du concombre dans le sud de l'Estonie. Toujours dans le domaine de l'économie alimentaire, la démarcation de la frontière impose des restrictions pour les nombreux pêcheurs des deux rives qui ne peuvent plus suivre comme bon leur semble les bancs de poisson. Les franchissements involontaires sont monnaie courante, surtout en été

lorsque la frontière n'est pas physiquement délimitée – la période hivernale permet aux gardes frontière de poser des bouées sur les eaux gelées du lac.

Ainsi, sur l'ensemble de son tracé, il apparaît que la frontière joue le rôle d'un séparateur pour les populations. Parfois, la présence d'une frontière peut représenter des opportunités, notamment en matière de coopération. Malheureusement, le cas russo-estonien présente son lot d'obstacles qui empêchent de dynamiser la vie économique.

#### LES CONSÉQUENCES DE LA FRONTIÈRE SUR LES ACTIVITÉS ECONOMIQUES

##### **L'Estonie, salle d'attente pour poids lourds**

Alors que les populations locales ont dû adapter leur mode de vie à la frontière, celles qui doivent la franchir pour des raisons professionnelles doivent prendre leur mal en patience. En effet, outre la question des visas, le franchissement de la frontière est devenu une épreuve qui dure parfois plusieurs jours.

Depuis quelques années, les conducteurs routiers doivent se résigner à former de longues files d'attente aux trois postes frontière entre l'Estonie et la Russie<sup>38</sup>. À partir de l'été 2006, l'attente augmente considérablement pour atteindre des durées dépassant parfois la semaine. Depuis fin 2006, les files ne désemplassent pas puisque sur la période du 28 décembre 2006 au 3 mai 2008, le nombre moyen de camions en attente s'élevait respectivement à 59, 60 et 197 à Koidula, Luhamaa et Narva<sup>39</sup>.

Plus que le nombre de camions en attente, c'est le temps nécessaire au franchissement de la frontière qu'il faut retenir. Sur la même période, en moyenne, l'attente était estimée à 21, 24 et 46 heures à

---

<sup>38</sup> Des files d'attentes similaires sont également visibles à la frontière entre la Finlande et la Russie.

<sup>39</sup> Moyenne calculée sur les données journalières fournies par le site Internet du *Maksu- ja Tolliamet*, le service des taxes et douanes : [www.emta.ee](http://www.emta.ee).

Koidula-Kuničino Gora, Luhamaa-Šumilkino et Narva-Ivangorod pour franchir la frontière. Des chiffres record ont été relevés à trois reprises, avec 450 camions en attente pour le franchissement de la Narva (7 juillet et 13-14 septembre 2007). Aux postes de Luhamaa et de Koidula, les chiffres sont moins impressionnants, mais on a atteint respectivement 197 le 21 décembre 2007 et 193 camions le 14 juillet 2007. Il faut souligner que le temps d'attente record fut atteint le 9 septembre 2007 : 211 heures à Narva soit plus de 8 jours. À Koidula et à Luhamaa, les records établis atteignent respectivement 138 heures (plus de 5 jours) et 77 heures (plus de 3 jours) (Dautancourt 2008). Plus récemment, le phénomène a refait son apparition, puisque les statistiques du site des douanes entre mars 2009 et avril 2010 font état de files d'attente tout aussi longues, avec des records parfois supérieurs à la précédente période étudiée : 470 camions à Narva le 19 juillet 2009 et 100 heures d'attente à Luhamaa (7 février 2010). Avec la reprise du phénomène des files d'attentes, la presse estonienne a de nouveau publié quelques articles<sup>40</sup> pour donner les principales statistiques et aussi pour souligner les problèmes engendrés. Hormis Narva, les postes frontaliers sont situés pour ainsi dire au milieu de nulle part, sans aucune infrastructure disponible pour les conducteurs de poids lourds. L'hygiène devient alors un élément de préoccupation pour les autorités, qui doivent en particulier organiser le ramassage des ordures<sup>41</sup>. Même à Narva, la situation est difficile car les véhicules sont tenus de n'entrer dans Narva qu'au compte-gouttes pour ne pas encombrer les axes principaux de la ville. Dès lors, les conditions d'attente sont similaires, avec de longues journées à passer tout simplement au bord d'une route.

Plusieurs explications sont avancées pour expliquer la présence de ces files d'attente, impliquant les douaniers russes. C'est la corruption qui est tout d'abord pointée du doigt. Les douaniers russes prennent tout leur temps pour pouvoir arrondir leur salaire en soutirant de

---

<sup>40</sup> *BNS*, « Eesti idapiiril püsivad veokite järjekorrad », [À la frontière orientale de l'Estonie, les files de camions persistent], *Postimees*, 24 avril 2010

<sup>41</sup> *Reporter*, « Veokite järjekorrad ja kasvav prügi hulk », [Queues de camions et quantité croissante de déchets], 25 avril 2010

l'argent aux conducteurs. En février 2008, le Premier Ministre russe Viktor Zubkov admettait que

« la corruption [était] endémique à la frontière occidentale de la Russie. (...) Nos collègues occidentaux prennent six minutes pour contrôler un véhicule aux postes frontière, là où il nous faut six heures. Quel est le problème ? La corruption<sup>42</sup> ».

Ensuite, des contrôles minutieux sont souhaités par les plus hautes autorités russes.

« Le Président Vladimir Poutine a réclamé un travail plus efficace de la part des douanes et les officiers russes ont commencé à inspecter les véhicules entrants de manière plus complète<sup>43</sup> ».

Ces contrôles ralentissent le flux de véhicules et les douaniers estoniens doivent faire patienter les conducteurs avant de les autoriser à franchir le poste estonien. En effet, le nombre de véhicules présents entre les postes de contrôle estoniens et russes est limité, surtout à Narva. Il est impossible de faire attendre plus de quelques véhicules sur le Pont de l'Amitié. Malgré les pressions européennes, la question des queues ne semble pas près d'être résolue. Il faudrait pour cela que les Russes adoptent un système électronique, ce qui faciliterait les passages et les contrôles<sup>44</sup>, mais rien de concret n'a été fait. Les mesures côté russe s'inscrivent dans une stratégie de réorientation du trafic. Alors que les autorités estoniennes sont prêtes à financer un nouveau pont, les autorités russes s'orientent plutôt vers une diminution du trafic en l'orientant ailleurs, vers le sud (oblast de Pskov) ou vers ses ports. Les autorités estoniennes considèrent d'autres mesures pour pallier les manques d'accueil en dispersant les camions sur le territoire estonien. Le ministère de l'intérieur souhaite créer des aires d'attente et un système électronique d'inscription pour fixer l'heure du franchissement (Kass 2010).

Récemment, les véhicules de transport n'étaient plus les seuls à souffrir de la lenteur des procédures en Russie. En janvier 2010,

---

<sup>42</sup> *The Baltic Times* (en coopération avec *BNS*), « Russia admits to 'barefaced' corruption », 20 février 2008

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Margarita Jefimova, *op. cit.*

l'émission d'actualités de la chaîne Kanal2 *Reporter* relatait les difficultés que rencontrent les propriétaires de voitures immatriculées en Estonie, quelle que soit la citoyenneté du conducteur. La priorité était donnée aux voitures immatriculées en Russie et les voitures estoniennes pouvaient franchir la frontière une fois toutes les voitures russes passées. Certains habitants de Narva étaient ainsi en attente depuis déjà deux jours côté estonien<sup>45</sup>.

### **Une frontière source de profit**

La présence de la frontière, officielle ou non, génère des possibilités économiques non négligeables. Une frontière implique inévitablement des écarts en matière de législation, d'évolution du niveau de vie et des prix de part et d'autre. De la même manière que les Français proches de l'Espagne franchissent la frontière pour s'approvisionner en cigarettes et alcools, ou que les frontaliers du nord-est de la France se rendent en Allemagne et au Luxembourg pour remplir le réservoir de leur véhicule, les habitants d'Estonie profitent des écarts avec la Russie, soit pour répondre à leurs propres besoins, soit pour se lancer dans des trafics fructueux.

Dès les premières années après l'indépendance, des mouvements de marchandises ont été relevés, tout d'abord grâce à l'introduction de la couronne estonienne dont le cours était avantageux par rapport au rouble, puis en raison de la croissance économique estonienne. La crise russe a eu des conséquences non négligeables avec une influence directe notamment sur les commerces de Narva.

Les services de douanes estoniens et russes rencontrent régulièrement des situations plus ou moins cocasses, dont celles liées au commerce à la valise, effectué généralement à pied. La différence de prix incite certains à aller en Russie s'approvisionner en produits divers pour les revendre en Estonie à un prix inférieur au prix estonien, tout en assurant un bénéfice.

---

<sup>45</sup> *Reporter*

<http://video.reporter.ee/iframe2.php?pid=126297399474&video&id=119559>,  
8 janvier 2010

« Les biens habituels échangés à travers la frontière incluent les cigarettes, les boissons alcoolisées et l'essence en raison de la différence de prix, ainsi que des biens spécifiques trouvables uniquement du côté russe. » (Boman 2005, p. 31).

Mais des organisations plus sophistiquées ont été découvertes, comme par exemple l'installation de tubes à travers la rivière Narva permettant de transporter en Estonie de la vodka russe<sup>46</sup> et qui ont permis à certains d'économiser environ 70 000 euros de taxes sur l'alcool. En se rendant à proximité de la frontière du sud-est de l'Estonie, il est également possible de trouver sur les pistes des indications fléchées à l'attention des vendeurs et des acheteurs potentiels<sup>47</sup>.

Certains profitent de la situation et les trafics deviennent de véritables emplois à plein temps, comme l'a présenté l'émission *Pealtnägija* le 17 mars 2010 sur la chaîne estonienne ETV<sup>48</sup>. Le reportage montre comment certains franchissent la frontière tous les jours dans les deux sens pour profiter de l'écart de prix des carburants, avec un choix précis des voitures utilisées pour franchir la frontière. On montre ainsi que les personnes jouant des écarts de prix préfèrent les voitures de marque Volkswagen et de type Passat, en raison de leur réservoir de 80 litres. Malgré la distance, certains n'hésitent pas à venir de Tartu chaque jour pour remplir le réservoir de leur voiture, et ce malgré l'attente au poste frontière de Luhamaa. Et dans un contexte de crise économique, des personnes, notamment âgées, font de cette activité quotidienne un emploi à temps plein. Plusieurs voitures peuvent franchir la frontière au-delà de trente fois par mois.

La proximité de la Russie constitue alors un manque à gagner pour l'État estonien et pour les stations service du sud de l'Estonie qui voient une part de leurs clients détournés par le marché russe. Au moment de la diffusion du reportage, les autorités frontalières

---

<sup>46</sup> La découverte des tubes par les douaniers n'empêche nullement d'autres personnes de retenter l'expérience : « Le pipe-line de la vodka », *RTBF*, 13 décembre 2004 ; Elder 2008.

<sup>47</sup> Inscriptions rencontrées à Võmmorski, sous un pont de voie ferrée en février 2008.

<sup>48</sup> *Pealtnägija*, ETV, 17 mars 2010 : <http://etv.err.ee/arhiiv.php?id=104130>

estoniennes cherchent encore des solutions pour contrer ces trafics. De leur côté, les autorités russes ont instauré une taxe routière de 300 couronnes estoniennes, soit légèrement moins de 20 euros, pour l'utilisation de la route menant au poste frontière de Koidula. Depuis, les traversées quotidiennes à ce poste-là ont quasiment disparu, coupant les réseaux illégaux.

### **Les tentatives de coopération transfrontalière**

Dans l'ensemble, la frontière entre l'Estonie et la Russie s'impose comme séparateur : chaque espace frontalier se tourne vers le centre du pays pour pouvoir se développer et les intérêts sont clairement situés du même côté de la frontière. Toutefois, des tentatives de coopération sont visibles aux différents niveaux administratifs russes et estoniens pour recréer les liens autrefois existants entre les territoires.

Outre les coopérations concernant les populations setos, qui sont les plus actives, les organisations (ministères, municipalités, ONG) tentent de développer des programmes nouveaux, notamment dans l'économie du tourisme et dans la protection de l'environnement, avec plus ou moins de succès. Le Centre de Coopération Transfrontalière<sup>49</sup>, basé principalement à Tartu, apparaît comme la structure la plus aboutie. Institution créatrice de projets et dispositif de référence pour d'autres organisations, ce centre est en rapport à la fois avec les entités administratives riveraines du lac Peïpous et avec le territoire qui correspond au bassin versant du lac. Ses activités sont tournées vers la problématique environnementale, avec la dépollution du lac Peïpous (qui souffre des activités des villes de Tartu et de Pskov). Le lac et la Narva constituent un atout pour le développement du tourisme.

Plus au sud, l'eurorégion Pskov-Livonie<sup>50</sup> semble avoir plus de difficultés à émerger véritablement. Association de communes estoniennes, russes et lettones, ce regroupement souffre malheureusement de problèmes de moyens, tant financiers qu'humains. Comme il a été mis en place dans un cadre européen, les rapports d'activité doivent

---

<sup>49</sup> <http://www.ctc.ee>

<sup>50</sup> <http://www.pskov-livonia.net>

par exemple être rédigés en anglais, mais toutes les communes n'ont pas le personnel qualifié pour cela.

Enfin, la coopération rencontre des obstacles opposant l'Estonie et la Russie. Les objectifs à atteindre et les possibilités d'action sont sensiblement différents.

« Alors que le côté estonien, en concordance avec le discours politique de l'Union européenne, considère la coopération transfrontalière comme une coopération institutionnelle aux niveaux local et régional de gouvernance transfrontalière souvent soutenue par les mécanismes du niveau Union européenne, le côté russe considère la coopération transfrontalière comme la promotion de l'investissement et de l'interaction économique. » (Boman 2005, p. 31).

Ainsi, les structures transfrontalières de coopération cherchent encore l'élan nécessaire pour sortir de l'anonymat. Malheureusement, les dynamiques respectives de l'Estonie et de la Russie les tournent vers des partenaires différents, vers la Scandinavie pour la première, vers l'Europe occidentale pour la seconde, en contournant l'Estonie.

## CONCLUSION

En 2005, lorsque les chefs d'Etat estonien et russe ont signé un traité bilatéral frontalier, tous les espoirs étaient permis. Malheureusement, les épreuves de la ratification les ont vite déçus et les deux pays ont continué à co-exister sans frontière juridique. En revanche, une frontière existe bien pour les populations qui doivent s'orienter d'un côté ou de l'autre. Vivre à la fois en Estonie et en Russie s'avère pour la plupart impossible. Seules certaines personnes peuvent franchir facilement une ligne qui devient hermétique. Alors qu'aucun obstacle ne se dressait il y a encore vingt ans, la chute de l'URSS a bouleversé les liens et cette frontière devenue la frontière orientale de l'UE s'impose à ceux qui habitent à proximité, indépendamment de l'histoire de ces personnes. Les États n'ont toujours pas réussi à surmonter leurs différends pour officialiser leurs frontières ; en revanche, les populations ont très rapidement appris à s'adapter et n'auraient plus grand-chose à obtenir ou à perdre d'une régularisation de la situation. Seules les relations officielles des États semblent pouvoir être aujourd'hui modifiées.

**BIBLIOGRAPHIE**

- BOMAN Julia, 2005 « Perceptions of Cross-Border Interactions in the Estonian-Russian Borderland », BERG Eiki, BOMAN Julia, *Crossborder cooperation in focus: What are the lessons to be learned in the Estonian-Russian and Romanian-Moldvoan borderland?*, Tartu, Tartu University Press, 2005, pp. 27-47.
- BREDNIKOVA Olga, SIIM Katrin, 2001, « Divided town in transition : social space, identity and discourse », in BERG Eiki, *Negotiating borders of multiple meanings*, Tartu, Peipsi Center for Transboundary Cooperation, 2001, pp. 17-36.
- DAUTANCOURT Vincent, 2008, *Une frontière en pointillés, le cas de la frontière russo-estonienne*, mémoire de master de géopolitique, sous la direction de Béatrice Giblin et André Filler, Institut Français de Géopolitique, 2008.
- ELDER Miriam, 2008, « Smugglers built vodka pipe line », *Telegraph.co.uk*, 17 septembre 2008.
- FOUCHER Michel, 1991, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.
- KASS Martti, 2010, « Siseministerum soovib kaotada veokijärjekorrad piiripunktide juurest », [Le ministère de l'intérieur souhaite faire disparaître les queues de camions des postes frontière], *Postimees.ee*, 29 avril 2010.
- LÕUNA Kalle, 2003, *Petserimaa, Petserimaa intregreerimine Eesti Vabariiki, 1920-1940*, [Le Petserimaa, l'intégration du Petserimaa au sein de la république d'Estonie, 1920-1940], Tallinn, Eesti Entsüklopeedia-kirjastus.
- MAASALU Sandra, 2010, « Pihkva kuberner üritab setosid Venemaale elama meelitada », [Le gouverneur de Pskov tente de séduire les Setos pour qu'ils vivent en Russie], *Postimees*, 6 mars 2010.
- MARCHAL Fanny, 2001 « La frontière orientale de l'Estonie », *Etudes Finno-Ougriennes*, n°33, pp. 119-159.
- MATTISEN Edgar, 1996, *Searching for a dignified compromise, the Estonian-Russian border, 1000 years*, Tallinn, ILO.
- MIKENBERG Eero, 2007, « "Raketa"-ferry – Will it travel again? », in ROLL Gulnara, *Activities Report 2006, Promoting sustainable development in the Lake Peipsi region*, Tartu, Peipsi Center for Transboundary region, 2007.
- MINAUDIER Jean-Pierre, 2007, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, Paris, L'Harmattan-ADEFO.

- NIKIFOROVA Elena, VIKTOROVA Jevgenia, 2001, « Shifting the border within the contested boderland : the case of Setumaa », in BERG Eiki, *Negotiating borders of multiple meanings*, Tartu, Peipsi Center for Transboundary Cooperation, 2001, pp. 65-95.
- PLASSERAUD Yves, 2004, « Les Setos », *France-Estonie*, 14 avril 2004, [http://www.france-estonie.org/article.php?id\\_article=34](http://www.france-estonie.org/article.php?id_article=34).
- PÕLLUAAS Henn, 2010 *Eesti-Vene piirileping: Ära andmine või äraandmine?*, [Le Traité frontalier estono-russe: trahison ou cession ?], Tallinn, Kunst.
- REGIO 2004, *Regio, Regio Eesti CD-Atlas Pro*, 2004.
- REIMER Andres, « Pihkva oblastis õpetatakse suvel lastele setu keelt », [Dans l'oblast' de Pskov, on enseigne cet été aux enfants la langue seto], *Eesti Päevaleht*, 3 juin 2010.
- ROOSAAR Teet, 2005, « Setud tahavad oma maal elada », [Les Setos veulent vivre dans leur pays], *Pärnu Postimees*, 24 mai 2005.
- SMIRNOV Ilja, 2010, « Ivangorodi volinik kogus allkirju Eestiga liitumiseks » [Un conseiller municipal d'Ivangorod a rassemblé des signatures en faveur d'un rattachement à l'Estonie], *Postimees*, 8 avril 2010.
- ZALAMANS Dennis, 2006, « On the margin: the youth in Narva and Valga on the Estonian border », in LUNDÉN Thomas, *Crossing the Border, boundary relations in a changing Europe*, Baltic and East European Studies, n° 9, Eslöv, Förblags ab Gondolin, 2006, pp. 103-116.
- « Le pipe-line de la vodka », *RTBF*, 13 décembre 2004.
- « Russia revokes border treaty signature – Lavrov », *RIA Novosti*, 27 juin 2005.
- « Russia admits to 'barefaced' corruption », *The Baltic Times* (en coopération avec *BNS*), 20 février 2008.
- Reporter*, 8 janvier 2010  
<http://video.reporter.ee/iframe2.php?pid=126297399474&video&id=119559>,
- Pealtnägija*, ETV, 17 mars 2010, <http://etv.err.ee/arhiiv.php?id=104130>.
- BNS*, « Eesti idapiiril püsivad veokite järjekorrad » [A la frontière orientale de l'Estonie, les files de camions persistent], *Postimees*, 24 avril 2010.
- BNS*, « Moskva pead setusid eestlastest eraldi rahvuseks, Eesti setud mitte », [Moscou considère les Setos comme un peuple séparé des Estoniens, pas les Setos d'Estonie], *Postimees*, 6 juillet 2010
- Reporter*, « Veokite järjekorrad ja kasvav prügi hulk » [Queues de camions et quantité croissante de déchets], 25 avril 2010.
- Seto Kongress*, « Eesti Vabariigi ja Vene föderatsiooni vahelisest piirist ja liikumisvabadusest » [A propos de la frontière entre la république

d’Estonie et la Fédération de Russie et de la liberté de circulation], 15 novembre 2008.

Note explicative attachée au décret du Gouvernement de la République n°205 du 25 juin 2002 « Rahvusvaheliseks liikluseks avatud piiripunktid » [Les postes frontières ouvertes à la circulation internationale], (*eoigus.just.ee/?act=dok&subact=1&DOK\_W=129933*).

« Население по национальности и владению русским языком по субъектам Российской Федерации », [La population selon les nationalités et la maîtrise de la langue russe par sujets de la Fédération de Russie], Service fédéral de la statistique *Всероссийская перепись населения 2002 года а*, [Recensement russe de la population de 2002], <http://www.perepis2002.ru/index.html?id=17>.

Estonian Statistical Office, *2000 Population and Housing Census II, Citizenship, Nationality, Mother Tongue and Command of Foreign Languages*, Tallinn.

Narva Valitsus, 2009, *Narva arvudes 2008* [Narva en chiffres 2008], Narva, [http://web.narva.ee/files/Narva\\_arvudes\\_2008.pdf](http://web.narva.ee/files/Narva_arvudes_2008.pdf) consulté le 2 avril 2010

## Entretiens

JEFIMOVA Margarita, ministère de l’intérieur, 29 février 2008.

LAPP Andres, garde-frontière estonien, 21 février 2008.

POLEŠTŠUK Vadim, juriste et analyste, Legal Information Centre for Human Rights, Tallinn, 1<sup>er</sup> mars 2007.

STOICESCU Kalev, chef-adjoint (1994-septembre 1996) et chef (septembre 1996 – avril 1997) de la délégation estonienne, 4 février 2008.

## Sites

Maksu- ja Tolliamet [Trésor public et Douanes estoniennes], [www.emta.ee](http://www.emta.ee)

Center for Transboundary Cooperation, [www.ctc.ee](http://www.ctc.ee)

Euroregio Pskov Livonia, [www.pskov-livonia.net](http://www.pskov-livonia.net)

Maksu- ja Tolliamet [Trésor public et Douanes estoniennes], [www.emta.ee](http://www.emta.ee)

*Peatus.ee*, [www.peatus.ee](http://www.peatus.ee)

**RÉSUMÉS****The Estonian-Russian border,  
between the lack of legal treaty and day-to-day realities**

Since the collapse of the USSR, Russian and Estonian authorities have never succeeded to reach an agreement about the legal formalization of their common border. After the hope appeared in 2005 as the heads of State signed a text, no treaty could be ratified. This article recalls the aspects of the conflict around the border and focuses on the consequences for the neighbouring populations, the Setus and the Russian-speakers. Even with a lack of official border line, the populations had to adapt after the real demarcation of the Russian and Estonian territories. Fighting and being resigned, the Setus try to maintain the population on their historical lands. The Russian-speakers remain in between, without succeeding to surpass the appearance of limits on the former Soviet territory.

**Eesti-Vene piir, juriidilise lepingu puudumine ja igapäevane reaalsus**

Alates Nõukogude Liidu kokkuvarisemisest ei ole vene ega eesti ametivõimud suutnud saavutada üksmeelt juriidiliselt ametliku piiri mahaseadmiseks. Riigipeade 2005. aastal allkirjastatud leping tõi küll lootust, kuid piirilepingut ei ratifitseeritud. See artikkel toob esile piiritüli alused ja uurib selle tagajärgi piiriäärsetele elanikele – setudele ja venekeelsele elanikkonnale. Kuigi ametlik piir puudub, on elanikud pidanud kohanema tegeliku piirijoone määramisega Eesti ja Venemaa vahel. Vastu vaieldes ja järele andes püüavad setud siiski püsida tervel oma ajaloolisel territooriumil. Venekeelne rahvas elutseb vahepealsel alal, suutmata kohanduda uue piiri tekkimisega sinna, kus varem oli nõukogude territoorium.